

LE JOUR, 1945
20 Novembre 1945

LA CRISE EN FRANCE

Il faudra bien qu'en France la crise se dénoue. Mais les difficultés politiques de là-bas devrait servir de leçon de discrétion à ceux qui furent, ici, nos censeurs amers et quotidiens pendant si longtemps. Nous n'insisterons pas sur la chronicité de l'exemple. Le moment n'est pas celui du moraliste, encore moins celui du fabuliste. Mais dans les jours graves que traverse la France la discorde étonne et attriste. La combinaison tripartite d'où un gouvernement devrait naître paraissait déjà assez précaire. Voici qu'elle étale ses faiblesses et la politique générale de la France, es livrée aux factions et subordonnée aux passions.

Que l'Intérieur, les Affaires étrangères et la Défense nationale échappent aujourd'hui au parti qui réclame impérativement l'un de ces départements, est-ce un tel malheur qu'il justifie la secousse qu'on impose à la France ?

Ne serait-ce pas assez de tenir, par exemple, le Travail, le Commerce, les Finances, l'Industrie, la Justice et d'autres positions vitales de la vie politique et économique de la République ?

Le général de Gaulle s'est adressé au peuple français ; il lui a dit pourquoi il échouait et il l'a fait juge ; il a expliqué pour quelle raisons il convenait, en ce qui concerne « deux grandes puissances », que la politique de la France parut délibérément objective et impartiale.

On conviendra que de tous les partis politiques français, aucun n'a, internationalement, la teinte décisive du parti communiste, qu'aucun n'est, par définition, voué à une couleur, attaché à un pays étranger comme celui-là. Une telle situation imposait dans l'intérêt de la France entière des réserves et des nuances. Quelle politique étrangère indépendante pourrait faire aujourd'hui, en France un ministre des Affaires étrangères communiste ? Et comment concevoir l'armée, la police, la sûreté, dirigées dans le sens de cette politique étrangère inéluctable ? C'est une question de civisme et de bonne foi qui se pose. Un parti communiste où qu'il soit, ne peut sans se renier, s'affranchir entièrement par rapport à l'U.R.S.S, d'une certaine politique « internationale » et de ses conséquences. Cela est normal, dira-t-on ; oui, sans doute, pour le parti ; mais, cela ne l'est pas pour toute la communauté. Le compromis en politique peut aller très loin, mais pas au delà de certaines limites au delà desquelles il n'y a plus de compromis du tout.

Ce n'est pas une critique que nous faisons, nous ne nous en reconnaissons pas le droit ; c'est de l'élémentaire analyse. La politique étrangère de la France doit demeurer indépendante et souple si la France veut continuer à avoir une politique étrangère ; et on espère que, se souvenant de Richelieu, de Vergennes, de Talleyrand et de quelques autres, elle n'y a pas tout à fait renoncé. Quant aux départements de l'Intérieur et de la Défense nationale, il est logique de les solidariser, actuellement en France avec la politique extérieure.

Si la crise française se dénouait sans le général de Gaulle, ce serait à peu près incompréhensible pour l'univers ; et, pour la France, ce serait une très regrettable aventure. Il n'y aurait pour s'en réjouir que les ennemis de la France.

Par amitié pour la France, nous le déplorerions beaucoup pour notre part sans oublier, que ce n'est pas le général de Gaulle qui a montré le plus de compréhension de nos affaires, ni des affaires de la France par rapport au Liban.